

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

marché n° 2636F0041

MAINTIEN EN CONDITIONS OPÉRATIONNELLES DES
ÉQUIPEMENTS DE CLIMATISATION, DE
DÉSHUMIDIFICATION ET DE CHAUFFAGE INSTALLES
DANS LES INFRASTRUCTURES DE LA DIRECTION DES
SYSTÈMES D'OBSERVATION (DSO) AINSI QUE LA
FOURNITURE, LA POSE ET LA MISE EN SERVICE DE
NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS DE CLIMATISATION ET DE
DÉSHUMIDIFICATION

Vos interlocuteurs Météo-France :
Direction des achats publics
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01

Table des matières

Cahier des clauses administratives particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Décomposition.....	4
3. Documents contractuels.....	4
3.1. Du marché.....	4
3.2. Des marchés subséquents.....	5
4. Forme du marché public et procédure de passation.....	5
5. Durée du marché public.....	5
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
6.1. Au titre des prestations forfaitaires.....	5
6.2. Au titre des bons de commande.....	5
6.3. Au titre des marchés subséquents.....	5
7. Montant du marché public.....	6
8. Notification des informations et des décisions.....	6
9. Définition du besoin.....	6
10. Réalisation des prestations.....	6
10.1. Prestations attendues.....	6
10.2. Prestations exceptionnelles.....	6
10.3. Établissement des bons de commande.....	6
10.4. Modalités d'attribution et conditions d'exécution des marchés subséquents.....	7
10.4.1. Passation des marchés subséquents.....	7
10.4.2. Termes non-couverts par la partie accord-cadre.....	7
10.4.3. Consultation sans suite.....	8
10.4.4. Conditions d'exécution des marchés subséquents.....	8
10.4.4.1 Délai d'exécution des marchés subséquents.....	8
10.4.4.2 Lieu d'exécution.....	8
10.4.4.3 Remise des livrables.....	8
11. Obligations des deux parties.....	8
11.1. Obligations mutuelles.....	8
11.2. Obligations de Météo-France.....	8
11.3. Obligations du titulaire.....	8
11.3.1. Généralités.....	8
11.3.2. Responsabilité du titulaire.....	9
11.3.3. Niveau de qualification des intervenants.....	9
11.3.4. Assurances.....	9
11.3.5. Insertion sociale.....	9
11.3.6. Obligations environnementales du titulaire.....	9
11.3.7. Secret professionnel.....	10
11.3.8. Transfert des données.....	10
11.3.9. Information et conseil.....	10
11.4. Accès réglementé aux locaux.....	10
12. Modalités d'exécution des prestations.....	11
12.1. Compétences attendues.....	11
12.2. Organisations des prestations.....	11
12.3. Modifications des installations.....	11
12.4. Mise à jour de l'annexe 2 : spécifications quantitatives et techniques.....	11
12.5. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	11
12.6. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	11
12.7. Sous-traitance.....	11
12.8. Gestion des emballages.....	11

12.9. Maintenance des prestations dans les locaux de Météo-France.....	12
13. Constatation de l'exécution des prestations.....	12
13.1. Au titre des prestations forfaitaires : maintenance préventive.....	12
13.1.1. Admission.....	12
13.1.2. Rejet.....	12
13.2. Au titre des bons de commande.....	12
13.2.1. Maintenance corrective.....	12
13.2.2. Fourniture, pose et mise en service de nouveaux équipements au titre d'un marché subséquent.....	13
13.3. Décision prise à l'issue des opérations de vérifications.....	13
14. Garantie.....	13
15. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	13
16. Propriété intellectuelle.....	14
17. Protection des données personnelles.....	14
18. Établissement des prix.....	14
18.1. Définition.....	14
18.2. Date d'établissement des prix.....	14
18.3. Révision des prix.....	14
18.4. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	15
19. Paiements.....	15
19.1. Avance.....	15
19.2. Modalités et délai de paiement.....	15
19.2.1. Au titre des prestations forfaitaires.....	15
19.2.2. Au titre d'un bon de commande.....	16
19.2.3. Au titre d'un marché subséquent.....	16
19.3. Intérêts moratoires.....	16
19.4. Établissement des factures.....	16
20. Cession ou nantissement des créances.....	17
21. Pièces et attestations à fournir.....	17
21.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	17
21.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	17
21.3. Liste nominative du personnel étranger.....	17
21.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	18
22. Pénalités.....	18
22.1. Pénalités pour retard.....	18
22.1.1. Au titre des prestations forfaitaires.....	18
22.1.2. Au titre des bons de commande.....	18
22.1.3. Au titre des marchés subséquents.....	18
22.1.4. Pénalités diverses.....	19
22.2. Pénalités pour indisponibilité.....	19
22.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel.....	19
22.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale.....	19
22.5. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	19
22.6. Pénalité pour absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets.....	19
23. Résiliation.....	19
24. Litiges et attribution de juridiction.....	20
25. Dérogations.....	20

Cahier des clauses administratives particulières

1. Objet du marché public

Le présent marché a pour objet le maintien en conditions opérationnelles des équipements de climatisation, déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) situées en métropole en régions PACA Sud et Occitanie Est ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification.

Sept sites sont concernés par le marché :

- Liste des sites en région PACA : Bollène (84) ; Collobrières (83) ; Nice (06) - deux stations, Cannes (06).
- Liste des sites en région Occitanie Est : Millau (12) ; Mende (48) ; Nîmes(30) - deux stations : Nîmes-Manduel et Nîmes-Courbessac.

Les sites d'altitude ou faisant l'objet de spécificités d'accès (voir Annexe 3 au CCTP n° 2636F0041) sont soulignés.

2. Décomposition

Le marché n'est pas alloti. Les sites sont répartis sur une région géographique restreinte et les prestations sont de même nature.

3. Documents contractuels

3.1. Du marché

Le marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et son annexe financière composée de deux feuillets (feuille n° 1 : prestation annuelle forfaitaire et prestations déclenchées par bons de commande, feuille n° 2 : liste des consommables et des pièces détachées) dûment signés, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi :

2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° 2636F0041 dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2636F0041 et ses trois annexes dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi :

- Annexe 1 : Carte des réseaux concernés par le marché ;
- Annexes 2 : Spécifications quantitatives et techniques :
 - 2A Climatisation radars ;
 - 2B climatisation stations d'altitude ;
 - 2C Climatisation stations de surface ;
 - 2D Free-cooling ;
 - 2E Déshumidificateurs ;
 - 2F Convecteurs.
- Annexe 3 : Localisation et spécificités d'accès.

4. Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

5. Le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	4/20
---	--	------

3.2. Des marchés subséquents

Les pièces constitutives des marchés subséquents viennent en complément des pièces contractuelles du marché. Les documents contractuels sont décrits dans chaque marché subséquent. En cas de contradiction entre ces pièces, celles du marché prévalent sur celles des marchés subséquents.

4. Forme du marché public et procédure de passation

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est l'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-2 et R.2161-2 à R.2162-5 du code de la commande publique.

Le marché est un marché composite :

- Une partie des prestations est passée sous la forme d'un marché ordinaire.
- L'autre partie est passée sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté en partie par :

- L'émission de bons de commandes en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Les bons de commande sont passés au titre de la maintenance corrective et au titre de la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et/ou de déshumidification ;
- La conclusion de marchés subséquents en application des articles R.2162-7 à R.2162-9 dudit code. Les marchés subséquents sont passés pour la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation ou de déshumidification nécessitant des prestations particulières.

Les bons de commandes et les marchés subséquents peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois la date de fin de validité du marché.

5. Durée du marché public

Le marché public prend effet à sa date de notification. Il est passé pour une durée initiale de deux ans à compter de sa date de prise d'effet. À l'issue de son terme initial, le marché public est reconductible une fois pour une durée de deux ans de manière tacite sans pouvoir dépasser la durée maximale de quatre ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins deux mois avant la fin de la période initiale. La non-reconduction du marché fait l'objet d'une décision expresse de Météo-France notifiée au titulaire et respectant le préavis de deux mois.

La non-reconduction du marché ne donne pas lieu à un versement d'indemnité.

6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

6.1. Au titre des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires relatives à la maintenance préventive commencent à s'exécuter à la date de prise d'effet du marché public.

6.2. Au titre des bons de commande

Les prestations à bons de commande relatives soit à la maintenance corrective, soit à la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation ou de déshumidification débutent à la date de notification du bon de commande concerné. Le délai de réalisation des prestations est indiqué sur chaque bon de commande.

6.3. Au titre des marchés subséquents

Les prestations relatives à la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation ou de déshumidification nécessitant des prestations particulières sont réalisées par marché subséquent.

Le démarrage ainsi que le délai de réalisation sont indiqués dans chaque marché subséquent.

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	5/20
---	--	------

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification de chaque marché public, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

7. Montant du marché public

Le montant forfaitaire annuel du marché public est mentionné dans l'annexe financière (feuillet 1) à l'acte d'engagement.

La partie relative à l'accord-cadre est passée sans montant minimum et avec un montant maximum fixé, sur toute la durée de validité du marché public à 51 000 € HT soit 61 200 € HT.

Le montant maximum fixé ci-dessus inclut les bons de commande passés pour la maintenance corrective ainsi que les bons de commandes et les marchés subséquents passés pour la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification ainsi que les éventuelles prestations exceptionnelles.

8. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire et par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG/FCS, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi

9. Définition du besoin

Les besoins de Météo-France et les prestations attendues sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières CCTP n° 2636F0041.

10. Réalisation des prestations

10.1. Prestations attendues

Les prestations sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2636F0041 et ses annexes. Elles concernent le maintien en conditions opérationnelles des équipements de climatisation, de déshumidification, de ventilation et la vérification fonctionnelle des systèmes de chauffage par convecteur ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation (chauffage et rafraîchissement) et de déshumidification pour le maintien des conditions thermiques et hygrométriques.

10.2. Prestations exceptionnelles

Si des prestations, liées à l'objet du marché public mais initialement non prévues, sont à réaliser, Météo-France en informe le titulaire et lui demande de fournir un devis sur lequel sont précisés la prestation demandée, le coût ainsi que le lieu de la prestation. Tous les prix indiqués sont issus de l'annexe financière à l'acte d'engagement du marché concerné.

Si Météo-France accepte le devis, un bon de commande est établi et adressé au titulaire avant tout début de réalisation de la prestation.

Le montant maximal de ces prestations sur la durée totale de validité de l'accord-cadre ne peut excéder 5 % du montant cumulé des bons de commande (hors prestations exceptionnelles) notifiés au moment de la commande concernée.

10.3. Établissement des bons de commande

Lorsqu'un besoin en maintenance corrective au titre du marché public est identifié, le titulaire établit un devis conformément aux stipulations des documents contractuels et Météo-France émet un bon de commande sur lequel sont précisés la ou les pièces à fournir, leur quantité, leur coût ainsi que le taux de remise éventuel sur les

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	6/20
---	--	------

fournitures. Le nombre d'heures, le taux horaire du technicien spécialisé (cf. annexe financière à l'acte d'engagement du marché public) par la réalisation de la prestation sont détaillés.

Lorsqu'un besoin de fourniture, pose et mise en service d'un nouvel équipement est identifié, Météo-France émet un bon de commande conformément aux stipulations des documents contractuels et sur lequel sont précisés l'équipement à fournir, la quantité, le délai et le coût, éléments issus de l'annexe financière à l'acte d'engagement du marché public.

Les bons de commande peuvent être passés durant la période de validité du marché public concerné. Chaque bon de commande est signé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Le suivi de l'exécution est assuré par le correspondant technique désigné par Météo-France.

Chaque bon de commande émis est notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont, notamment :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- le numéro du marché public,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la liste et le coût des fournitures et/ou de la prestation,
- le délai de livraison des fournitures commandées et/ou le délai de réalisation de la prestation ;
- le montant du bon de commande,
- le taux et le montant de la TVA.

Les bons de commande prennent effet à compter de leur date de notification. Leur durée d'exécution ne peut en aucun cas dépasser de plus de six mois la date de fin de validité du marché public concerné.

Les délais de livraison ou de réalisation des prestations sont calculés en jours ouvrés (hors week-end et jours fériés).

Le titulaire doit aviser Météo-France de tout retard et de son motif avant la fin du délai d'exécution.

10.4. Modalités d'attribution et conditions d'exécution des marchés subséquents

10.4.1. Passation des marchés subséquents

La partie du marché public passé sous la forme d'un accord-cadre à marchés subséquents est mono-attributaire. Les marchés subséquents conclus sur son fondement ne font pas l'objet d'une remise en concurrence préalable.

La fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation (chauffage et rafraîchissement) et/ou de déshumidification nécessitant des prestations particulières sont réalisés par marché subséquent.

10.4.2. Termes non-couverts par la partie accord-cadre

Les termes non couverts par l'accord-cadre sont :

- la définition de la prestation à réaliser,
- la durée,
- le délai de réalisation,
- le site concerné par le marché subséquent,
- le ou les équipements à fournir, poser et mettre en service,
- la quantité et le modèle issus de l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public concerné,
- les opérations de vérifications complémentaires,
- les livrables attendus,
- les dates de livraison des livrables.

Chaque marché subséquent précise les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations à réaliser. Préalablement à la conclusion des marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur peut demander par écrit au titulaire de compléter son offre.

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	7/20
---	--	------

10.4.3. Consultation sans suite

Météo-France se réserve le droit de ne pas donner suite à une consultation en cas d'offre insatisfaisante remise par le titulaire.

10.4.4. Conditions d'exécution des marchés subséquents

10.4.4.1 Délai d'exécution des marchés subséquents

Le délai d'exécution de chaque marché subséquent prend effet à compter de sa date de notification sauf si la date de commencement des prestations est postérieure à la date de notification du marché subséquent concerné. Dans ce cas, la date de début des prestations est mentionnée dans le marché subséquent ou elle est fixée par ordre de service en commun accord entre les deux parties. La durée du marché est indiquée dans les documents contractuels.

Les délais fixés dans chaque marché subséquent sont calculés en jours ouvrés (hors week-end et jours fériés). Le titulaire doit aviser Météo-France de tout retard et de son motif avant la fin du délai d'exécution.

10.4.4.2 Lieu d'exécution

Le site sur lequel doivent se dérouler les prestations est précisé dans le marché subséquent.

10.4.4.3 Remise des livrables

Chaque marché subséquent indique les livrables attendus dans le cadre des prestations demandées. La livraison des différents livrables est effectuée à Météo-France dans le ou les délais fixés dans le marché subséquent concerné.

En cas de retard constaté par rapport à la date de remise des livrables, des pénalités sont encourues, telles que définies à l'article « Pénalités ».

11. Obligations des deux parties

11.1. Obligations mutuelles

Chacune des parties s'engage à observer la plus grande discrétion sur toute information en provenance de l'autre partie ainsi que sur les données transmises et ce, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard des membres de son personnel non appelés à l'utiliser ou à en avoir connaissance.

Les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles qui sont déjà connues du public.

11.2. Obligations de Météo-France

Afin que les prestations puissent s'effectuer de manière satisfaisante, il incombe à Météo-France de fournir toutes informations nécessaires à l'exécution du marché. Météo-France s'engage à fournir un environnement conforme aux spécifications techniques exigées par la réglementation en vigueur et à garantir au titulaire, pendant toute la durée du marché, un accès aux matériels conformément aux procédures de sûreté de chaque site.

11.3. Obligations du titulaire

11.3.1. Généralités

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans les conditions définies dans les documents contractuels et selon les textes en vigueur.

Dans le cadre du marché, le titulaire garantit à Météo-France le maintien des installations en conformité avec les réglementations applicables et les règles de l'art, la fiabilité et la pérennité des installations, le respect des conditions de fonctionnement des installations (conformément aux spécifications techniques des constructeurs), la qualité et la continuité de service.

Le titulaire doit l'assistance et le conseil technique aux services de Météo-France.

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	8/20
---	--	------

Toute intervention de maintenance corrective rendue nécessaire par une faute du titulaire commise dans le cadre de l'exécution des prestations est à ses frais.

En cas de négligence ou de carence dûment constatée dans l'exécution des prestations, les travaux de remise en état nécessaire sont à la charge exclusive du titulaire.

Le titulaire a l'obligation :

- d'une part, de gérer les déchets avec un tri écoresponsable c'est-à-dire d'évacuer tous les matériels changés, aucun stockage n'est admis dans les locaux de chaque site,
- d'autre part, de recycler les déchets produits en fournissant les justificatifs de traçabilité (bordereaux de traitement).

En cas de non-respect par le titulaire des obligations de nettoyage des zones d'interventions, Météo-France fait exécuter ce nettoyage par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat, aux frais du titulaire. L'évacuation dans les conteneurs de Météo-France ou toutes poubelles publiques est considérée comme une faute.

Le titulaire intègre dans ses procédures les dispositions particulières permettant de prévenir toute pollution.

Le titulaire doit avoir un stock de pièces de rechange disponibles permettant de respecter les délais indiqués au cahier des clauses techniques particulières CCTP n° 2636F0041.

11.3.2. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de l'attitude de son personnel concernant les obligations de discrétion et de sécurité. Il est également responsable du personnel, en toute circonstance, et pour quelque cause que ce soit, en particulier des accidents du travail, des accidents survenus du fait du personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des opérations ou des vols sur le site imputables à ce personnel.

11.3.3. Niveau de qualification des intervenants

Dans le cas où un membre de l'équipe dédiée quitte la structure ou est remplacé, le titulaire en avise, sans délai, le correspondant technique ou son représentant et lui indique le nom, les coordonnées et le curriculum vitae du nouvel agent, qui doit être, au minimum, d'un niveau de qualification équivalent. Le changement est assujéti à l'accord de Météo-France.

Dans le cas où un membre de l'équipe technique du titulaire ne convient pas, soit en raison du niveau de mise en œuvre insuffisant au regard des compétences présentées dans son CV, soit en raison d'une attitude inappropriée à l'exécution du marché concerné, le titulaire s'engage à le remplacer dans les deux semaines qui suivent la réception d'un courrier recommandé avec avis de réception envoyé par Météo France et demandant son remplacement au vu d'arguments justificatifs factuels et documentés.

11.3.4. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG/FCS.

11.3.5. Insertion sociale

Cet article déroge à l'article 16.1 du CCAG/FCS.

11.3.6. Obligations environnementales du titulaire

Conformément à l'article 16.2 du CCAG/FCS, une pratique environnementale est mise en place dans les modalités d'exécution des prestations.

Durant l'exécution du marché, le titulaire doit démontrer qu'il met tout en œuvre pour réduire son impact environnemental, et plus particulièrement ses émissions de CO2.

À cette fin, le titulaire doit produire un rapport sous forme libre indiquant les éléments suivants :

- ✓ le nombre de véhicules employés pour effectuer les prestations du marché,
- ✓ le nombre de kilomètres parcourus par trajet dans le cadre de l'exécution du marché,
- ✓ les mesures prises pour limiter les trajets,
- ✓ les caractéristiques des véhicules employés dans l'exécution : âges / émission de CO2 / motorisation / capacité de chargement,
- ✓ tout autre élément qu'il estime pertinent pour satisfaire la présente clause environnementale.

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	9/20
---	--	------

Le titulaire doit remettre ce rapport une fois par an à la date anniversaire du marché sans que le pouvoir adjudicateur soit obligé de lui en faire la demande. Tout retard dans la remise de ce rapport entraîne l'application de pénalités prévues à l'article « Pénalités » du présent cahier des clauses administratives particulières.

Si un changement de trajet est rendu nécessaire, le titulaire avertit le pouvoir adjudicateur 48 heures en avance.

Le titulaire respecte les exigences de l'article 20.2 du CCAG/FCS quant à la gestion des emballages.

11.3.7. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

11.3.8. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

11.3.9. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

11.4. Accès réglementé aux locaux

L'accès des personnels ou sous-traitants du titulaire aux locaux de Météo-France est soumis aux conditions générales en vigueur exigées aux personnes étrangères à Météo-France.

Le titulaire ou son sous-traitant doit se rapprocher du correspondant technique de Météo-France afin que toutes les démarches réglementaires soient effectuées et que les dispositions soient prises pour l'accueil de l'intervenant à l'entrée de chaque site, ainsi que son accompagnement vers les locaux. Ces intervenants doivent impérativement présenter une carte professionnelle. Le personnel qui contreviendrait à ces règles n'est pas autorisé à pénétrer sur le site concerné ou dans les locaux, sans que cela suspende les délais d'exécution.

Toute modification des conditions générales ou particulières d'accès ou de sécurité est communiquée par écrit au titulaire.

L'accès à certains sites est soumis à une autorisation préalable nominative délivrée par Météo-France. Chaque intervention d'un agent du titulaire sur un de ces sites doit donner lieu à une autorisation spéciale d'accès pour cet agent.

La liste du ou des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable est transmise au titulaire après la notification du marché public.

Les modalités de demande d'autorisation d'accès à ce ou ces sites sont communiquées au titulaire après la notification du marché public.

La liste des sites et/ou les modalités de demande d'autorisation d'accès à ces sites peuvent être modifiées par Météo-France au cours de l'exécution du marché public.

Avant toute intervention sur un des sites dont l'accès est soumis à une autorisation préalable, le contact du titulaire désigné conformément à l'article 15 s'assure que les agents chargés de cette intervention ont obtenu une autorisation spéciale d'accès.

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	10/20
---	--	-------

12. Modalités d'exécution des prestations

12.1. Compétences attendues

Météo-France attend du titulaire qu'il mette en œuvre toutes les compétences attendues par un organisme qualifié pour ce type d'installation.

12.2. Organisations des prestations

Les prestations demandées se déroulent sur tous les sites de Météo-France mentionnés dans le cahier des clauses techniques particulières n° 2636F0041.

12.3. Modifications des installations

Lors de la maintenance préventive et corrective, le titulaire ne peut, de son propre chef, apporter aucun changement aux installations existantes. Il doit soumettre à l'agrément de la personne responsable du suivi du marché chaque modification. Faute de s'être conformé à cette clause, le titulaire est tenu, sur l'ordre de Météo-France, de faire immédiatement remplacer ou de reconstruire, à ses frais, les installations qui ne seraient pas conformes aux dispositions exigées.

12.4. Mise à jour de l'annexe 2 : spécifications quantitatives et techniques

En cours de marché, l'annexe 2 spécifiant par site la liste des équipements à maintenir peut être modifiée en plus ou en moins. Certains équipements peuvent être supprimés et de nouveaux appareils peuvent être achetés au titre du marché. Les nouveaux équipements sont intégrés et pris en compte dans le cadre des prestations.

Pour tout équipement de climatisation et de déshumidification, objet d'un ajout ou d'un retrait, seule la visite préventive réalisée est due.

La liste des sites peut également être modifiée en plus ou en moins. Certains sites peuvent être supprimés et de nouveaux sites peuvent être intégrés. La modification est prise par acte modificatif.

Les modifications apportées à la liste des équipements sont pris en compte, dans un premier temps, par ordre de service (OS). Puis l'annexe est mise à jour, si nécessaire, annuellement par acte modificatif par Météo-France intégrant tous les nouveaux matériels et les sites et supprimant tous les équipements et les sites sortis du marché.

12.5. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG/FCS, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG/FCS par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG/FCS.

12.6. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire doit respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise. Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

12.7. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite préalable et spécifique de Météo-France. Le sous-traitant éventuel est tenu de respecter les obligations du marché.

12.8. Gestion des emballages

Les stipulations de l'article 20.2.1 et/ou 20.2.2 du CCAG/FCS s'appliquent.

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	11/20
---	--	-------

12.9. Maintenance des prestations dans les locaux de Météo-France

La maintenance est réalisée sur les sites mentionnés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du marché public ainsi que dans le cahier des clauses techniques particulières n° 2636F0041.

Les jours et plages horaires relatifs aux différentes interventions du titulaire sur les sites de Météo-France sont fixés d'un commun accord lors de la mise en place du planning entre les deux parties.

13. Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification relèvent de la responsabilité du pouvoir adjudicateur ou de son représentant. Il est dérogé aux stipulations des articles 27 à 29 du CCAG/FCS.

13.1. Au titre des prestations forfaitaires : maintenance préventive

Météo-France s'assure, semestriellement, que la maintenance préventive a bien été réalisée et que chaque rapport de visite et livrables attendus ont bien été adressés ou mis à disposition par le titulaire à la Direction des Systèmes de l'Observation.

13.1.1. Admission

Météo-France prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché public après remise des livrables attendus.

13.1.2. Rejet

Si le titulaire n'a pas réalisé les prestations demandées, Météo-France prononce le rejet partiel ou total. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter la prestation prévue dans les quinze jours suivant la notification du rejet.

À l'issue de la nouvelle prestation, Météo-France procède à une nouvelle vérification, et :

- soit atteste le service fait qui vaut admission ;
- soit prononce le rejet des prestations si elles sont non satisfaisantes. Météo-France fait, soit exécuter, sans mise en demeure préalable, les prestations par une entreprise de son choix aux frais du titulaire soit résilie le marché public.

13.2. Au titre des bons de commande

13.2.1. Maintenance corrective

- ➔ Bon de commande émis pour la fourniture de pièces détachées dans le cadre de la maintenance corrective :
 - ◆ Dans le cadre d'un bon de commande émis pour la fourniture de pièces détachées, le titulaire doit faire attester de la livraison complète des fournitures commandées au titre du bon de commande concerné.
- ➔ Bon de commande émis pour la réalisation de prestations de maintenance corrective ou de fourniture, pose et mise en service de nouvel équipement ou de prestation exceptionnelle :
 - ◆ Toute opération de vérification se déroule après réalisation des prestations dans un délai de quinze jours maximum. Cette opération a pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et a réalisé les prestations à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles du marché public et d'effectuer la vérification de service régulier.
 - ◆ Si les vérifications sont positives, la personne responsable du suivi du marché signe le rapport d'intervention en attestant le service fait, qui vaut admission de la prestation et des pièces.
 - ◆ À défaut, l'ajournement est prononcé assorti d'un délai de quatre heures pour procéder à une nouvelle prestation. À l'issue de la nouvelle prestation, Météo-France procède à une nouvelle vérification, et :
 - soit atteste le service fait qui vaut admission ;

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	12/20
---	--	-------

- soit prononce le rejet des prestations si elles sont non satisfaisantes. Dans ce cas, Météo-France peut faire exécuter, sans mise en demeure préalable, les prestations par une entreprise de son choix aux frais du titulaire ou résilier le marché public.

13.2.2. Fourniture, pose et mise en service de nouveaux équipements au titre d'un marché subséquent

Toute opération de vérification se déroule après la pose et la mise en service du ou des équipements installés dans un délai de quinze jours maximum. Cette opération a pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et a réalisé les prestations à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles du marché public. Une vérification de service régulier du nouvel équipement s'observe pendant quinze jours.

Si les vérifications sont positives, la personne responsable du suivi du marché rédige le procès-verbal d'installation et de réalisation de la prestation, qui vaut admission.

À défaut, l'ajournement est prononcé assorti d'un délai de quatre heures pour procéder soit à un changement d'équipement soit à une nouvelle prestation de pose et de mise en service. À l'issue de la nouvelle prestation, Météo-France procède à une nouvelle vérification, et :

- soit rédige le procès-verbal, qui vaut admission si la vérification est positive ;
- soit prononce le rejet des prestations si elles sont non satisfaisantes. Dans ce cas, Météo-France peut faire exécuter, sans mise en demeure préalable, les prestations par une entreprise de son choix aux frais du titulaire ou résilier le marché public.

Tout complément aux opérations de vérification doit être mentionné dans chaque marché subséquent.

13.3. Décision prise à l'issue des opérations de vérifications

À l'issue des opérations de vérification, au titre soit des prestations forfaitaires, soit des bons de commande, soit des marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS. Il n'est pas dérogé à l'article 30 du CCAG/FCS en ce qui concerne l'admission, la réfaction et le rejet.

14. Garantie

Le titulaire garantit la conformité des prestations aux stipulations indiquées dans les documents contractuels pendant une durée d'un an dans les conditions prévues à l'article 33 du CCAG/FCS.

15. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est la directrice des Systèmes d'Observation ou son représentant. Elle est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction des Systèmes d'Observation
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex

Le correspondant technique de Météo France ou son représentant est désigné après notification du marché public.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	13/20
---	--	-------

73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable de Toulouse. Ses coordonnées sont :

Météo-France
42 avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse cedex 1

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 21 du présent cahier des clauses administratives particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le o) de l'article 41.1 du CCAG/FCS sont ramenés à huit jours.

16. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

17. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG/FCS.

18. Établissement des prix

18.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière (feuillet 1 et feuillet 2) de l'acte d'engagement du marché public. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance.

Les prix relatifs à la maintenance préventive, prestations forfaitaires annuelles, sont forfaitaires.

Les prix des prestations réalisées par bons de commande ou par marché subséquent sont unitaires.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %. Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

18.2. Date d'établissement des prix

Les prix du marché public sont établis dans les conditions économiques correspondant à la date limite de remise des offres, soit mars 2026. Ils sont indiqués dans l'annexe financière (feuillet 1 et feuillet 2) à l'acte d'engagement du marché public.

18.3. Révision des prix

Les prix applicables pour la réalisation des prestations objets du marché public sont les prix figurant à l'annexe financière (feuillet 1 et feuillet 2) à l'acte d'engagement.

Les prix sont révisés annuellement. Les prix révisés sont applicables à compter du 1^{er} janvier et pour une durée d'un an. La première révision des prix intervient le 1^{er} janvier 2027.

L'indice de référence est :

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	14/20
---	--	-------

- **ICHT-IME** : Indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICTrev-TS) - Indice mensuel – Industries mécaniques et électriques - identifiant : 001565183 publié par l'INSEE.

Il est fait application de la formule suivante :

$$P_n = P_0(\text{ICHT-IME}_n/\text{ICHT-IME}_0)$$

Dans laquelle :

- P_n est le prix révisé pour l'année n .
- P_0 est le prix initial figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement.
- ICHT-IME_n est la dernière valeur non provisoire de l'indice de référence publiée à la date du calcul de la révision de prix, qui intervient au cours du mois qui précède sa date d'entrée en application.
- ICHT-IME_0 est la valeur de l'indice de référence afférente au mois au cours duquel le titulaire a remis son offre, soit mars 2026.

La révision de prix est calculée par Météo-France, qui communique par tout moyen au titulaire les prix révisés.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Le prix révisé (P_n) par application de ce coefficient est arrondi à la deuxième décimale la plus proche.

Si l'indice retenu cesse d'être publié, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme de publication est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun indice ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice est effectuée par voie de modification au marché.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à payer pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande sont ceux applicables à la date de la commande.

18.4. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

19. Paiements

19.1. Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

19.2. Modalités et délai de paiement

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure. Ce délai peut être modifié en fonction de la législation et de la réglementation applicable à la date du fait générateur.

Toute demande de paiement qui est envoyée à une adresse autre que celle figurant dans les stipulations du marché ou qui n'y est pas conforme, est renvoyée au titulaire, qui doit la représenter, conformément au marché public. La facture renvoyée est accompagnée d'une lettre précisant les motifs du rejet.

19.2.1. Au titre des prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires sont payées à terme échu après leur admission semestrielle prononcée par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à l'admission des prestations.

Le titulaire établit semestriellement à terme échu et avant le 15 du mois suivant une facture dont le montant est égal à la moitié du montant du forfait annuel pour les sites sur lesquels deux visites sont effectuées. Le titulaire, avant tout envoi d'une facture, doit adresser à la DSO le compte-rendu d'intervention (CF paragraphe 6.3.1 du CCTP n° 2636F0041).

19.2.2. Au titre d'un bon de commande

Les fournitures et les prestations réalisées au titre du bon de commande concerné sont payées à terme échu :

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	15/20
---	--	-------

- au titre de la maintenance corrective : après certification du service fait pour la fourniture de consommables ou après admission prononcée par Météo-France pour la réalisation des prestations ;
- au titre de la fourniture, pose et mise en service de nouveaux équipements : après notification du procès-verbal d'admission, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante à laquelle sont joints les différents livrables à produire si celle-ci est postérieure à l'admission ou service fait des prestations.

19.2.3. Au titre d'un marché subséquent

Les prestations et fournitures réalisées au titre d'un marché subséquent sont précisées par le marché.

19.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

19.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public.
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 180 060 030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : 36OBSTA
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public OU qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses

depenses.cspfinances-st-mande@meteo.fr

depenses.cspfinances-dirs@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	16/20
---	--	-------

20. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

21. Pièces et attestations à fournir

21.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

21.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

21.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

21.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	17/20
---	--	-------

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

22. Pénalités

Dans ce paragraphe, il est dérogé à l'article 14 du CCAG/FCS.

22.1. Pénalités pour retard

Les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants. Ces pénalités sont notifiées par Météo-France au titulaire du marché et font l'objet d'une réfaction imputable directement sur la facture la plus proche suivant la décision de procéder à l'application de ces pénalités.

22.1.1. Au titre des prestations forfaitaires

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- Retard dans les délais d'intervention 100 € TTC par heure de retard ;
- Retard dans les délais de dépannage 50 € TTC par heure de retard non justifiée ;
- Retard dans les délais de réparation 50 € TTC par jour ;
- Retard de réalisation de visite préventive 50 € TTC par jour ;
- Retard dans les délais de production de devis 50 € TTC par jour.

22.1.2. Au titre des bons de commande

Dans le cas où le délai fixé au titre d'un bon de commande pour la réalisation des prestations de maintenance corrective, est dépassé, le titulaire encourt la pénalité suivante :

$$P = (V \cdot R) / 50$$

dans laquelle :

- P est le montant de la pénalité ;
- V est la valeur HT du bon de commande concerné ;
- R est le nombre de jours de retard cumulé.

22.1.3. Au titre des marchés subséquents

Dans le cas où le délai fixé au marché subséquent concerné est dépassé, la pénalité suivante est appliquée :

$$P = (V \cdot R) / 100$$

dans laquelle :

- P est le montant de la pénalité ;
- V est la valeur HT du marché subséquent concerné ;
- R est le nombre de jours de retard cumulé.

22.1.4. Pénalités diverses

Non remise des documents obligatoires (défaut de remise de rapport d'intervention, défaut de renseignement des livrets d'entretien et registre de sécurité, défaut de production du rapport de visite) (cf Paragraphe 5.1 du CCTP n° 2636F0041 :

- 50 € TTC pour non renseignement du registre de sécurité à chaque intervention ;
- 100 € TTC pour non établissement du compte-rendu de visite de maintenance préventive ;

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	18/20
---	--	-------

- 100 € TTC pour non mise à jour du dossier récapitulatif « État des lieux » ;
- 50 € TTC pour non remise du bilan annuel.

22.2. Pénalités pour indisponibilité

Il est dérogé à l'article 14.2.5 du CCAG/FCS.

22.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel

En cas de violation des mesures de sécurité ou des obligations de confidentialité prévues par le marché ou des obligations réglementaires ou contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité impliquant des données à caractère personnel ou toute méconnaissance de la réglementation ou des clauses du marché applicables en matière de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Lorsque Météo-France envisage d'appliquer des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, l'établissement invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

22.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale

Il est dérogé à l'article 16.1.5 du CCAG/FCS.

22.5. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale

Non remise du rapport d'optimisation des tournées (cf « Obligations environnementales du titulaire » 11.3.6) :

- 250 € TTC par rapport non remis.

22.6. Pénalité pour absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets

Conformément à l'article 20.4 du CCAG/FCS, le titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 500 € TTC en cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets.

23. Résiliation

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Sans préjudices des stipulations du CCAG/FCS, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 21.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	19/20
---	--	-------

que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG/FCS.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

24. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG/FCS, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

25. Dérogations

Les articles suivants du cahier des clauses administratives particulières dérogent aux stipulations mentionnées dans le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Article du CCAG/FCS
8	Notification		2 et 3.1.1
11.3.5	Insertion sociale		16.1
12.5	En cas de groupement d'opérateurs économiques		3.7.4 ; 3.8.4 ; 12.1.3 et 12.1.4
13	Constatation de l'exécution des prestations		27 à 29
15	Personnes désignées pour l'exécution des prestations	Dérogation partielle Huit jours à la place de trente	3.4.3 et o) du 41.1
18.3	Révision des prix	Dérogation partielle	10.2.2
22.1	Pénalités pour retard		14
22.2	Pénalités pour indisponibilité		14.2.5
22.4	Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale	Pas de pénalités	16.1.5

Cahier des clauses administratives particulières Marché n° 2636F0041	MCO des équipements de climatisation, de déshumidification et de chauffage installés dans les infrastructures de la Direction des Systèmes d'Observation (DSO) ainsi que la fourniture, la pose et la mise en service de nouveaux équipements de climatisation et de déshumidification	20/20
---	--	-------